



Pontoise, le 20 juin 2016

Écoutés mais pas entendus !

Tel est le sentiment qui prévaut, aujourd'hui à l'antenne milieu fermé d'Osny du SPIP du Val d'Oise

Les personnels d'insertion et de probation de cette antenne, épuisés, excédés, entravés dans l'exercice de leurs missions par les choix et l'inaction de leur administration, décident ce jour, **collectivement, de rejoindre **activement** le mouvement national de lutte pour la reconnaissance et la défense de la filière insertion et probation !**

Record de surpopulation à la maison d'arrêt d'Osny (MAVO), durcissement de la politique pénale, perte de sens de leurs missions, difficultés niées ou minorées, font qu'aujourd'hui c'est toute une équipe qui souffre et qui est touchée par la démotivation. Il n'y a plus guère que la conscience professionnelle et le sens des responsabilités pour faire tenir les personnels de cette antenne !

Conscients que, par ailleurs, cette situation est loin d'être exceptionnelle sur le territoire, c'est d'autant plus choqués qu'ils ont appris les propositions largement insuffisantes faites par le ministère le 17 juin dernier : revalorisation statutaire indécente, indemnitaire balayé... **ni reconnaissance, ni respect !**

Et ce, alors même que la filière « établissement » obtient - le même jour - une nouvelle fois des avancées significatives !! (retrait du RIFSEEP pour les personnels en tenue et indemnitaire revalorisé !)

C'est pourquoi, face à ce mépris institutionnel et aux graves difficultés qui affectent spécifiquement leur antenne, **les personnels de l'antenne de la MAVO décident :**

- **Le boycott de toutes les réunions** (d'antenne, départementales, permanences, partenariales...), en raison de la charge de travail prioritaire !
- **Le boycott des CPU** ; en effet si le code de procédure pénale prévoit la présence du SPIP, rien n'indique l'obligation de représentation par un CPIP !
- **La suspension immédiate de TOUS les dispositifs collectifs !**
- **La rédaction a minima de tous les rapports** (sauf « cour d'assise ») : reprise des éléments factuels concernant le projet, les activités, etc. accompagné de l'avis : *« le SPIP s'en remet à l'avis de l'autorité judiciaire »* et d'un entête *« compte tenu de la mobilisation en cours dans la filière insertion et probation »* ;
- De terminer la journée de travail à **17h30** au plus tard ; payés 7h12, nous travaillerons 7h12 !
- D'ajouter le message *« La filière insertion et probation a été exclue d'avancées «historiques» (recrutement, revalorisations statutaires et indemnitaires) accordées récemment aux personnels de l'Administration Pénitentiaire dont elle fait pourtant partie. Le SPIP 95 sera en mouvement jusqu'à ce que les personnels obtiennent enfin la reconnaissance qui leur est due »* en signature des transmissions par mail et par courrier, y compris s'agissant des réponses aux détenus.

Les agents, soutenus par l'intersyndicale SOLIDAIRES-CGT-SNEPAP, revendiquent :

→ *Dans le cadre du mouvement national*

- **Une revalorisation statutaire et salariale** digne de ce nom !
- La suppression du RIFSEEP pour **tous les personnels** des SPIP !
- **Une politique de recrutement massive** pour faire face à la multiplication des missions et à l'augmentation sans fin de la charge de travail !
- **La fin de la pré-affectation** qui dégrade les conditions de travail et désorganise les services.

→ *Au niveau du SPIP du Val d'Oise*

- **Des renforts en personnels de toute urgence** pour palier à une situation actuelle déjà dramatique qui ne va faire que s'aggraver dans les mois à venir avec le départ déjà programmé de collègue qui ne seront pas remplacer !
- **Une amélioration significative des conditions matérielles de travail** : alors que le milieu ouvert se voit enfin pourvu de locaux dignes de ce nom, les personnels en MF doivent évoluer dans un contexte déplorable : bureaux pas assez nombreux, trop petits voir indignes. Les interventions se font dans des conditions d'hygiène et de sécurité totalement scandaleuses (pas de bureau d'entretien dédié certains sont partagés avec d'autres missions comme ... l'entrepôt de linge salle ou de plateau repas à nettoyer). Des engagements avaient été pris quant à l'amélioration de ces conditions de travail et sur la questions des locaux, notamment lors des 2 derniers Comités Techniques. **Ils n'ont tout simplement pas été tenus !**
- **Plus de soutien et de considération** de la part de la hiérarchie. Le personnel de l'antenne « milieu fermé » se sent exclu du fonctionnement du SPIP, service pourtant départemental, et certains événements récents (GT sur la charge de travail ou visite de représentants du CHSCT-D) donnent l'impression d'une volonté de couper toute relation et communication entre les deux antennes de ce service.
- **Une meilleure reconnaissance des missions et du rôle des CPIP** par la direction de la maison d'arrêt, au sein de laquelle l'équipe se sent étrangère, malgré les efforts et l'attention des personnels de l'établissement.

Dans l'attente d'avancées significatives pour la filière insertion et probation, nous demandons une audience à la direction du SPIP du Val d'Oise sur la situation spécifique de l'antenne d'Osny !

Mais, plus qu'une audience, nous voulons des réponses à nos attentes !

Nous ne lâcherons rien quant à nos revendications légitimes, et appelons les collègues, partout en France, à afficher la même détermination.